

## ARRETE n° 2024-201

### 5.4. Délégation de fonctions

#### **Délégation de fonctions et de signature accordée par Monsieur le Président à Monsieur Julien BOUCHET, 3<sup>ème</sup> Vice-Président**

Le Président de la Communauté de Communes du Genevois,

*Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L5211-9 ;*

*Vu la délibération n° c\_20241014\_adm\_90 du Conseil communautaire du 14 octobre 2024 portant  
élection du Président de la Communauté de Communes du Genevois ;*

*Vu la délibération n° c\_20241014\_adm\_91 du Conseil communautaire du 14 octobre 2024 portant  
fixation du nombre de Vice-Présidents de la Communauté de Communes du Genevois ;*

*Vu la délibération n° c\_20241014\_adm\_93 du Conseil communautaire du 14 octobre 2024 portant  
élection des Vice-présidents de la Communauté de Communes du Genevois ;*

*Vu la délibération n° c\_20241014\_adm\_95 du Conseil communautaire du 14 octobre 2024 portant  
délégations de pouvoir au Président et au Bureau communautaire ;*

Considérant :

- Que, dans un souci de continuité et de bon fonctionnement de la collectivité, il y a lieu d'accorder une délégation de fonctions et de signature de certains actes et documents aux Vice-Présidents ;

### ARRETE

**Article 1** : Délégation de fonctions est donnée à Monsieur Julien BOUCHET, en qualité de Troisième Vice-Président :

- Dans le domaine du transport et des mobilités ;
- Pour représenter le Président lors des opérations de bornages des propriétés de la collectivité relevant des domaines listés ci-dessus.

**Article 2** : Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Julien BOUCHET, Troisième Vice-Président, à l'effet de signer, au nom de Monsieur le Président, dans les matières objets de la délégation mentionnée à l'article 1 :

- Les décisions, arrêtés, actes, conventions ou courriers ayant pour objet de :
- Décider de l'attribution des subventions aux particuliers accordées dans le cadre de dispositifs mis en place par la collectivité dans le respect des enveloppes budgétaires votées annuellement ;
- Décider de la cession de gré à gré de bien mobiliers et immobiliers jusqu'à 40 000 € H.T., hors frais d'actes de procédure ;

- Décider de l'acquisition de gré à gré de bien mobiliers et immobiliers jusqu'à 40 000 € H.T., hors frais d'actes de procédure, prévue dans le cadre du budget et passer à cet effet les actes nécessaires ;
  - Passer, exécuter et régler les conventions de partenariat avec des organismes publics ou privés entraînant la perception de recettes pour la collectivité ;
  - Approuver l'adhésion ou le renouvellement d'adhésion de la collectivité à des organismes, associations autres que des établissements publics ;
  - Exécuter le règlement de service des matières déléguées ;
  - Exécuter les délibérations relevant des matières déléguées à l'exception de celles portant sur la commande publique ;
- Les courriers et actes administratifs de gestion courante ;
- En matière de commande publique, pendant l'exécution du marché ou de l'accord-cadre, de signer les ordres de services, les décisions de réception, d'ajournement ou de refus de réception, le procès-verbal des opérations préalables à la réception et tous les courriers n'ayant pas d'impact financier ;
- Présider et animer, dans les matières déléguées, tous comités, réunions et commissions relevant du fonctionnement interne de la Communauté de Communes du Genevois, à l'exception des instances dont les modalités de présidence ou de composition font l'objet de dispositions de nature législative, réglementaire ou statutaire ;
- Les actes relatifs aux opérations de bornages.

**Article 3** : Le présent arrêté prend effet à compter de sa notification à l'intéressé.

**Article 4** : Le présent arrêté sera télétransmis en Préfecture, publié, notifié à l'intéressé et inscrit au registre des arrêtés de la Communauté de Communes du Genevois.

Archamps, le 18 octobre 2024  
Le Président, Florent BENOIT

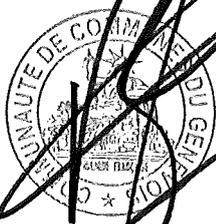
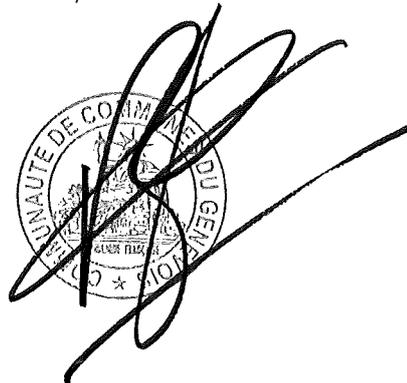
Le Président certifie le caractère exécutoire  
de cet arrêté :

télétransmis en Préfecture le 24/10/2024

publié le 24/10/2024

notifié le

Signature de l'intéressé



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé au Président ou d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou sa notification.